



LE 4 FÉVRIER TOUTES ET TOUS EN GRÈVE !

La feuille de route du gouvernement face à la crise sociale et sanitaire est claire : répression, autoritarisme, aucune politique sanitaire ambitieuse, soutien actif au patronat et volonté de faire payer la crise et la pandémie aux travailleur-euses.

Le patronat, abreuvé d'aides publiques, licencie à tour de bras. Parallèlement, nombre de grandes entreprises continuent à verser des dividendes aux actionnaires. Localement, la situation est particulièrement critique dans l'aéronautique. Alors que le chômage explose, la nouvelle réforme visant à baisser nos indemnités chômage est toujours prévue.

Dans ce contexte de crise sociale historique du capitalisme, la bourgeoisie et ses relais politiques sont de plus en plus réactionnaires. L'État se démène pour enchaîner des projets de lois liberticides inédits : loi sécuritaire "sécurité globale", loi raciste "contre le séparatisme", décret autorisant le fichage des appartenances syndicales et opinions politiques...

Contre cette bourgeoisie de combat, nous les travailleurs et travailleuses, nous ne pouvons compter que sur nos propres forces. Que nous soyons salarié-es, au chômage, en formation, en autoentrepreneuriat ou à la retraite, il est urgent de développer nos propres outils autonomes d'entraide et de résistance, sur la base de nos propres intérêts de classe. A ce propos, force est de constater que la stratégie syndicale révolutionnaire d'action directe défendue par notre organisation est plus que jamais d'actualité.

Tout le monde est évidemment conscient-e qu'une unique journée de grève nationale interprofessionnelle est insuffisante. Seul un mouvement social d'ensemble, s'inscrivant dans la durée, assiégeant le patronat par la grève reconductible et le blocage est en mesure de nous faire gagner. Néanmoins, face au drame social et à la dérive autoritaire en cours, nous estimons que toutes les occasions de lutte doivent être saisies fermement par les travailleuses et travailleurs.

C'est en ce sens que l'Union départementale des syndicats CNT de Haute-Garonne se joint à l'appel à la grève interprofessionnelle nationale du 4 février.

A nous, les travailleuses et travailleurs, de nous organiser, et d'élaborer unitairement et à la base, la suite. La grève générale ne se décrète pas, elle se construit collectivement, dès maintenant, au quotidien.

**MANIFESTATION
04/02 À TOULOUSE**

**14H ARNAUD
BERNARD**

CONFÉDÉRATION NATIONALE DU TRAVAIL
ACTION DIRECTE - ENTRAIDE - AUTOGESTION

33, rue Antoine Puget
31 200 TOULOUSE
cnt.31@cnt-f.org
07 81 10 63 66

**UNION DÉPARTEMENTALE
DE HAUTE-GARONNE**

Permanence syndicale
tous les mardis (19h-21 h)
3e samedi du mois (15h-18h)

L'UD DES SYNDICATS CNT 31 APPELLE LES TRAVAILLEUR·EUSES À SE SAISIR D'UN CARNET REVENDICATIF IMMÉDIAT À LA HAUTEUR DES ENJEUX :

IMPOSONS UN PLAN SANITAIRE AMBITIEUX :


1. Gratuité des **masques**.
2. Protocole sanitaire digne de ce nom en **milieu scolaire**, avec des moyens et créations de postes de titulaires pour accueillir les élèves en effectifs réduits sur d'autres rythmes. Congés pour garde d'enfant, rémunérés à taux plein pour les parents.
3. Suppression des jours de carence et **arrêt maladie** pour les personnes cohabitant avec des personnes à risque.
4. Campagne conséquente de **dépistage et de vaccination** sous contrôle des travailleur·euses de la santé.
5. Ouverture immédiate de lits et de postes de titulaires dans **nos hôpitaux**.
6. **Collectivisation des vaccins** et expropriation des capitalistes des industries pharmaceutiques, nécessaires à la lutte contre la pandémie.

REPOUSSONS L'AUTORITARISME ET LE RACISME :

7. Fermeture des Centres de Rétention Administrative et **régularisation** de tou-te-s les sans papiers.
8. Libération massive des **prisonnier·es**.
9. **Abandon de la loi** raciste dite sur le "séparatisme".
10. Arrêt immédiat de la **répression** étatique et patronale.
11. Retrait de tous les **projets de lois liberticides**.

PROTÉGEONS LES TRAVAILLEUR·EUSES :

12. **Indemnisation de tou-te-s les chômeur·euses**, sans condition de cotisation, d'âge ou de nationalité.
13. Gel des loyers, des factures énergétiques, des crédits immobiliers et des produits de première nécessité. Lutte contre le mal-logement, réquisition des **logements** vides et mise à l'abri de tou-te-s.
14. Développement massif de nos **services publics publics**, sous contrôle des salarié·es.
15. **Plan d'urgence féministe** contre les violences patriarcales, notamment domestiques, exacerbées par les confinements.
16. Droit de veto des salarié·es sur les **licenciements** et les APC (accords permettant des baisses de salaires). Baisse du **temps de travail**.
17. Suspension des dividendes et **contrôle ouvrier** des aides publiques. **Réquisition** par les travailleur·euses des entreprises en faillite.
18. Reconnaissance du statut de salarié·e et de ses protections, pour les travailleur·euses **ubérisé·es**.
19. Accès à la sécurité sociale (chômage, maladie...) pour les **travailleur·euses du sexe**.
20. Abandon définitif des contre-réformes des **retraites** et de l'assurance chômage.



**C'EST NOUS QUI TRAVAILLONS
C'EST NOUS QUI DÉCIDONS.
NOS VIES, PAS
LEUR PROFIT.**

QUE TU SOIS SALARIÉ·E, AU CHÔMAGE, EN FORMATION, À LA RETRAITE, OU EN AUTOENTREPRENEUR·IAT
**NE RESTE PAS SEUL·E, CHOISIS LA SOLIDARITÉ
REJOINS TON SYNDICAT**